

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 15 décembre 2025

Date de convocation : 9 décembre 2025
Date d'affichage : 9 décembre 2025

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 23
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi quinze décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – A.G. Bertrand – S. Rault – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : V. Rebours donnant procuration à A. Guennou, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, E. Allanic donnant procuration à S. Hamon.

Étaient absents : néant

Madame Virginie Rosnarho est nommée secrétaire et Monsieur Philippe Carrière, secrétaire adjoint.

OBJET :

AUTORISATION SPÉCIALE D'OUVERTURE DE CRÉDITS AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration générale, des finances et des ressources humaines

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise l'exécutif à mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Parallèlement, le Maire est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits liés au remboursement de la dette.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1 ; en revanche les crédits inscrits en Restes A Réaliser (RAR) ne doivent pas être retenus pour déterminer le quart des ressources susceptibles d'être engagées et liquidées avant le vote du budget.

Chapitre - désignation	BP 2025 hors RAR	Pas de DM	Montant maximum autorisé
165 - Dépôts et cautionnements	890 €		152 €
20 - Immobilisations incorporelles	26 000 €		2 746 €
204 - Subvention d'équipement	274 500 €		107 880 €
21 - Immobilisations corporelles	136 630 €		33 844 €
23 - Immobilisations en cours	506 816 €		220 600 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'AUTORISER Madame le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses de fonctionnement, au titre de l'exercice 2026 dans les conditions fixées par l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la limite des dépenses réelles de fonctionnement inscrites au budget 2025, soit 4 324 950 euros ;**
- **D'AUTORISER Madame le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, au titre de l'exercice 2026 dans les conditions fixées par l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour un montant maximal de 365 222 euros.**

**Annie GUENNOU,
Maire.**

